



VIIIème congrès du SGPA-CGT-culture

Juin 2018

FICHE 1 : Situation générale : la guerre sociale

En France quand vous supprimez 50 000 emplois de fonctionnaires (projet CAP 2022 pour la seule Fonction Publique de l'État), vous « économisez » 1,5 milliards d'€ par an.

En France quand vous avez économisé 1,5 milliards d'€ de dépenses publiques et que vous les redistribuez aux actionnaires sous forme de crédit d'impôts vous allez créer... 5 000 emplois (ratio crédit d'impôts/emplois du C.I.C.E.).

Vous venez donc au nom de la lutte contre le chômage de créer 45 000 chômeurs de plus... par an, mais ce n'est pas grave vous avez la solution : la casse du Code du Travail qui n'est pas encore allée assez loin en France par rapport au reste de l'Europe.

En Allemagne, le miracle économique a simplement consisté à faire baisser de manière spectaculaire le nombre de chômeurs en cassant le travail à temps plein en CDI. Résultat : le chômage a baissé mais le nombre d'heures travaillées n'a pas augmenté, le travail a été réparti entre davantage de personnes pour moins cher. En tenant compte de l'inflation, les 40 % les plus modestes des salariés allemands gagnaient moins en 2016 que vingt ans auparavant. Jusqu'en 2008, environ 45 % des salariés portugais disposaient de contrats liés à des accords de branche nationaux. Six ans plus tard, ce chiffre était tombé à 5 %.

En Roumanie, le système de négociations collectives qui s'appliquait à 90 % des salariés a été supprimé par le nouveau Code du Travail adopté en mai 2011. Aujourd'hui, 40 % des employés roumains sont au salaire minimum : 318 € par mois.

En Pologne, le CDI est en passe d'être détrôné en effectif par les CDD et les « auto-entrepreneurs ».

Grèce, Italie, Espagne... Dans les pays de l'UE, on a recensé plus de 400 « réformes » du droit du travail depuis 10 ans, toutes menées au nom de la compétitivité.

Le titre de l'ouvrage de Bernard Thibault « la troisième guerre mondiale est sociale » peut de prime abord apparaître un peu provocateur. C'est pourtant bien d'une guerre dont il s'agit, et elle est bien sociale car les belligérants sont facilement identifiables en termes de classes sociales et que le champ de bataille n'est autre que le travail lui-même. Le monde connaît une explosion des accidents du travail et des maladies dues au travail. Le travail tue tous les ans autour de 2,3 millions de personnes, c'est beaucoup plus que l'ensemble des victimes civiles et militaires des guerres chaque année.

Si l'on peut se réjouir d'une baisse de l'extrême pauvreté comme d'une baisse sensible du travail des enfants, il n'en demeure pas moins que la situation sociale du monde se dégrade, alors qu'avec un P.I.B. mondial de 77 000 milliards d'euros, le monde produit (en valeur) deux fois plus de richesses... qu'en 1990. À l'échelle mondiale, le développement des inégalités a atteint en 2016 un triste record : la fortune des 1 % les plus riches a dépassé celle des 99 % les plus pauvres.

La « valeur » d'un Produit Intérieur Brut a le grand défaut de ne pas distinguer si l'on a produit des fast-foods ou des hôpitaux, des boutiques de luxe ou des écoles, elle ne dit rien non plus de l'impact environnemental de notre production. À l'exception de quelques farfelus et de quelques corrompus, l'immense majorité des scientifiques alertent sur l'urgence de réduire drastiquement la production de gaz à effets de serre et donc la production d'énergies carbonées. Là aussi, les chiffres donnent le vertige :

- La moitié de la population mondiale la plus pauvre a une consommation énergétique responsable de l'émission de 10 % des gaz à effet de serre. Ceux-là sont en droit d'exiger d'augmenter leur consommation énergétique ;
- Les salariés des pays dit « développés » se retrouvent dans une espèce de « classe moyenne énergétique » qui représente 40 % de la population mondiale et qui est responsable de 40 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est évidemment une catégorie sur laquelle il faut agir mais ce n'est pas sur elle que repose l'essentiel des enjeux ;
- Les 10 % de la population mondiale les plus riches ont une consommation personnelle qui est responsable de 50 % des émissions de gaz à effet de serre. Ce chiffre, à peine croyable démontre à lui seul combien il serait vain de se battre pour l'environnement sans combattre le capitalisme et les inégalités qu'il génère ;
- Les enjeux environnementaux et sociaux sont aujourd'hui intimement liés. Tout ce que nous portons pour une transformation d'ensemble de la société en termes de répartition des richesses, de services publics ou de statut des travailleurs passe par la mise en place de modifications structurelles profondes des modes de production et de consommation de l'énergie. Les énergies carbonées et nucléaires sont un danger mortel pour l'humanité et il serait suicidaire de laisser la « main invisible du marché » se charger de la transition énergétique.

Le syndicalisme, parce qu'il est par essence le trait d'union entre les propositions de transformations sociales et les préoccupations immédiates des salariés a un rôle central à jouer au niveau de l'entreprise, des services et des établissements tout comme aux niveaux national et international. Si la mise en œuvre d'une activité syndicale internationale peut paraître surhumaine, pour autant 20 pays (ceux formant le « G 20 ») concentrent à eux seuls les 2/3 de la population mondiale, 85 % du commerce et 90 % du P.I.B. mondial, ce sont eux qui donnent le « la » sur les questions sociales et environnementales.

En France, il est urgent de promouvoir les principaux repères revendicatifs de la CGT concernant un nouveau statut du travail salarié, une réduction du temps de travail à 32 heures et un droit au départ à la retraite au plus tard à 60 ans.

Les services publics sont notre bien commun. Ils sont à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de la solidarité, de l'équité et de l'égalité de traitement. La réponse aux besoins élémentaires sur tout le territoire en matière de santé, de logement, de transport, d'énergie, d'éducation, de culture et de communication, ainsi que leur adaptation aux défis du XXI^{ème} siècle nécessite la création de centaines de milliers d'emplois. Si le niveau d'emplois publics est une donnée essentielle dans la construction d'une société plus juste et plus solidaire, le statut de l'agent public est tout aussi fondamental. Les attaques contre le statut de fonctionnaire sont toutes des attaques contre le service public lui-même.

Depuis l'élection de Macron, les tendances délétères à l'œuvre sous les précédents quinquennats s'aggravent. Dans le cadre d'une dérive autoritaire du pouvoir exécutif, les politiques économiques et la justice sont serviles avec les puissants et intraitables avec les plus fragiles. On assiste à la remise en cause voire à la destruction des droits conquis par les travailleurs au XX^{ème} siècle : saccage des services publics et casse du Code du Travail. Ce « Néo-Thatchérisme » s'appuie sur une répression brutale : transposition dans le Droit commun des dispositions liberticides sensées encadrer la lutte contre le terrorisme, brutalité policière, criminalisation du mouvement syndical, proscription de toutes les formes de contestation ou d'organisation collective (emprisonnement de lycéens, mineurs en lutte contre Parcoursup, écrasement de la ZAD...). La liberté d'information, déjà mise à mal sous le contrôle des principaux groupes de presse par des oligarchies, est également menacée au nom du « secret des affaires ». Enfin, les politiques d'asile et d'immigration particulièrement répressives, qui consacrent un recul de tous les droits des étrangers avec un allongement des durées de rétention y compris pour les enfants, ont reçu l'approbation de l'Extrême Droite !

Dans ce contexte politique dangereux, le SGPA-CGT approuve, soutient et participe à toutes les luttes menées au nom de la défense de l'intérêt général, du service public et des droits des travailleurs que ce soit au sein ou hors du Service Public de l'Archéologie.